

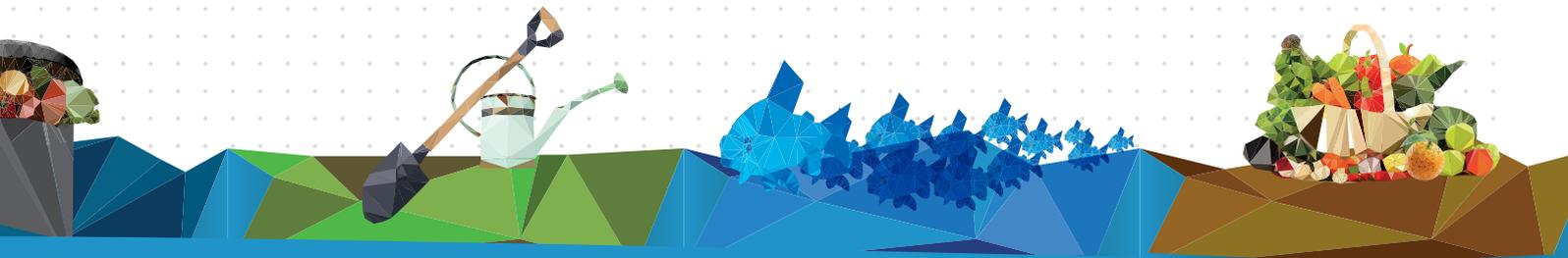


Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

16 octobre 2016
Journée mondiale de l'alimentation



**Le climat change,
l'alimentation et l'agriculture aussi.**



Nous devons adapter l'agriculture au changement climatique pour tracer la voie vers la génération Faim Zéro.



Journée mondiale de l'alimentation

Chaque année, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) célèbre, le 16 octobre, la Journée mondiale de l'alimentation qui commémore la création de l'Organisation en 1945. Des événements sont organisés dans plus de 150 pays de par le monde, faisant de cette journée l'une des plus importantes manifestations du calendrier des Nations Unies. Ces événements sont destinés à sensibiliser et à promouvoir les actions en faveur des populations souffrant de la faim, ainsi que la nécessité de garantir la sécurité alimentaire et des régimes alimentaires nutritifs pour tous. La Journée mondiale de l'alimentation représente également une opportunité d'envoyer un message clair au public : nous pouvons éradiquer la faim de notre vivant et devenir la Génération Zéro Faim, mais nous devons travailler ensemble pour atteindre cet objectif.

16 octobre 2016

Journée mondiale de l'alimentation





2016, l'année de l'action climatique

Lors du Sommet des Nations Unies sur le développement durable qui s'est tenu à New York en septembre 2015, 193 pays se sont engagés à éliminer la pauvreté et la faim, à protéger la planète et à garantir la prospérité de tous ses habitants. Six mois plus tard, 177 parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) se sont réunies à New York pour signer l'Accord de Paris sur le climat qui reconnaît l'importance de la sécurité alimentaire. L'échéance fixée pour atteindre l'objectif Faim Zéro est ambitieuse et passe nécessairement par la lutte contre le changement climatique.

Le climat change. L'alimentation et l'agriculture aussi.

Le changement climatique affecte sévèrement la sécurité alimentaire. Parmi les 800 millions de personnes victimes de sous-alimentation chronique dans le monde, beaucoup sont des petits agriculteurs, des pêcheurs ou encore des éleveurs. Ce sont également les premières victimes de la hausse des températures et des catastrophes climatiques dont la fréquence et l'intensité ne cessent d'augmenter, exacerbées par le réchauffement de la planète. Sans une action concertée visant à renforcer la résilience, il sera difficile pour une grande partie des populations les plus pauvres et les plus vulnérables, de produire des aliments et de générer des revenus suffisants pour nourrir leurs familles.

Il est impossible de parvenir à un

développement social et économique sans sécurité alimentaire.

Le changement climatique menace également la stabilité des prix des denrées alimentaires. L'irrégularité des précipitations et des températures et les phénomènes météorologiques extrêmes pourraient se traduire, d'ici la fin du siècle, par une forte baisse des rendements en ce qui concerne les principales cultures (maïs, blé, riz et soja), avec des effets généralisés sur la sécurité alimentaire et les prix des aliments.

Les secteurs agricoles tels que l'agriculture, l'élevage, les forêts, la pêche ou encore l'aquaculture – peuvent jouer un rôle de premier plan dans la lutte contre le changement climatique. En adoptant des





pratiques agricoles durables adaptées aux contextes locaux, les petits exploitants pourront augmenter leur productivité et leurs revenus tout en renforçant la résilience de leurs activités et de leurs recettes face à la variabilité climatique. Des stratégies d'adaptation de ce type sont essentielles pour combattre la pauvreté et la faim face au changement climatique.

Les secteurs agricoles consomment environ 70 pour cent de l'eau mondiale et ont un impact considérable sur la santé des sols, des forêts et des services offerts par l'écosystème. Les pratiques agricoles durables qui améliorent la santé des écosystèmes et la gestion des ressources naturelles sont susceptibles de freiner, voire d'inverser le processus de surexploitation des ressources et de dégradation des

écosystèmes.

Les secteurs agricoles émettent de 20 à 25 pour cent des gaz à effet de serre (GES). Les pratiques agricoles durables peuvent accroître la productivité et la résilience, réduire l'intensité des émissions de GES, freiner la déforestation et améliorer la santé des sols, des paysages et des forêts – qui sont tous des piègeurs de carbone. Tous ces avantages induits par l'atténuation des émissions des gaz peuvent souvent être obtenus à un coût minimale ou nul, sans entraver le développement agricole.



Comment adapter l'agriculture aux effets du changement climatique et réduire les émissions de gaz à effet de serre ?

- gérer les ressources naturelles dans une optique durable (ex. réduire les pertes et le gaspillage alimentaire et éviter la déforestation et la surpêche);
- améliorer la gestion et la fertilité des sols;
- développer les pratiques qui augmentent la séquestration du CO₂ dans les forêts et réduire l'utilisation de combustibles fossiles;
- améliorer la gestion de l'eau;
- transformer les déchets d'origine animale en biogaz pour en faire une source d'énergie alternative et renouvelable;
- prévenir et/se préparer aux chocs liés au climat;
- créer une pêche et une aquaculture résilientes face au climat grâce à des cages et étangs à poissons résistants aux tempêtes, et à une gestion adaptative de la pêche.

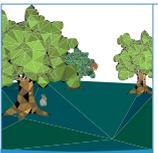






La foresterie

La dégradation des forêts de la planète progresse à un rythme alarmant. Chaque année, quelque 13 millions d'hectares de terres boisées disparaissent ou sont affectées à d'autres usages. La déforestation et la dégradation des forêts ont un impact colossal sur le climat, représentant 10 à 11 pour cent des émissions totales de GES. La déforestation a en outre un effet considérable sur les populations pauvres dont les revenus reposent sur les activités forestières.



Gérer les forêts de manière durable. Les arbres absorbent le carbone de l'atmosphère et permettent de renforcer les moyens d'existence.

L'Afrique centrale

abrite la deuxième plus grande zone de forêt tropicale humide avec plus de 240 millions d'hectares. Au cours des cinq dernières années, la FAO a signalé une perte annuelle d'environ 3,1 millions d'hectares de forêts naturelles dans la région.

Aux côtés du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), de la Banque mondiale et d'autres donateurs internationaux, la FAO aide six pays d'Afrique centrale à remanier leurs politiques afin de promouvoir la conservation et l'utilisation durable des ressources forestières. Cette Initiative Forêts de l'Afrique centrale (CAFI), lancée au Sommet des Nations Unies sur le développement durable en 2015, sera essentielle afin d'atténuer les effets du changement climatique et de réduire la pauvreté dans la région.



L'agriculture

La FAO estime que la production agricole - qui englobe la culture, l'élevage, la pêche et l'aquaculture - devrait progresser d'environ 60 pour cent d'ici 2050 pour nourrir une population mondiale en constante augmentation. Parallèlement, le changement climatique aura pour effet de réduire les rendements des principales denrées de base. Faute de mesures urgentes et concertées, les estimations laissent entendre que d'ici 2100, les rendements pourraient chuter considérablement: de 20 à 45 pour cent pour le maïs, de 5 à 50 pour cent pour le blé, de 20 à 30 pour cent pour le riz, et de 30 à 60 pour cent pour le soja.

Pour nourrir une population croissante face au changement climatique, le monde doit adopter des formes de développement agricole plus productives, résilientes et durables, pour lesquelles l'approche de l'agriculture intelligente face au climat (AIC) offre une voie prometteuse. L'agriculture intelligente a trois principaux objectifs: accroître durablement la productivité et les revenus agricoles, adapter et renforcer la résilience au changement climatique, et réduire et/ou éliminer les émissions de GES, lorsque cela s'avère possible.

La FAO,

parmi les premières sources d'expertise en la matière, a réuni tout son savoir dans un Guide de référence sur l'agriculture intelligente face au climat. Par ailleurs, la FAO a lancé un projet d'agriculture intelligente pour aider les petits exploitants du Guatemala et du Honduras à mettre en œuvre des systèmes agroforestiers résilients au climat. Le système Quesungual, du nom du village où il est né, se base sur des pratiques agricoles traditionnelles, et apparaît comme une alternative face à l'agriculture sur brûlis. Grâce à la couverture végétale et à une utilisation plus efficace des engrais, le projet soutient la gestion durable des ressources végétales, des sols et de l'eau sur les côtes sujettes à la sécheresse. En plus de contribuer à la conservation des sols et des eaux, le système limite les émissions de gaz tout en favorisant la résilience et la productivité des systèmes d'exploitation.

Le système Quesungual répond aux besoins des agriculteurs en matière de fruits, bois d'œuvre, bois de feu et céréales, et crée également des revenus lors de la vente d'excédents. Leur sécurité alimentaire garantie, les agriculteurs peuvent ensuite diversifier leurs cultures et ainsi varier leur production. Lorsque la sécurité en céréales de base est elle aussi garantie, les familles peuvent se consacrer à améliorer leurs conditions de vie et leur éducation.



Changer l'avenir de l'agriculture. Changer l'avenir de la faim.

FACT 01 Le changement climatique affecte les populations les plus démunies. À l'échelle mondiale, la survie de plus de 70% des populations pauvres repose sur l'agriculture et les ressources naturelles.

FACT 02 Le monde veut réaliser l'objectif **FAIM ZÉRO** d'ici à **2030.**

Lutter contre le changement climatique est crucial pour poursuivre la lutte contre la faim et parvenir à cet objectif.

FACT 03 La FAO estime que la production vivrière devra augmenter d'environ 60% d'ici 2050 pour nourrir une population plus nombreuse et plus riche de manière générale. Le changement climatique constitue un obstacle majeur à cet objectif.

FACT 04 Dans les pays en développement, **environ 25%** des impacts économiques

dus aux catastrophes liées au climat sont attribués aux secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et des forêts.

FACT 05 L'élevage est à l'origine de près des deux tiers des GES d'origine agricole et de 78% des émissions de méthane agricoles.

FACT 06 Chaque année dans le monde, les pertes et gaspillages alimentaires génèrent 8% des émissions de GES.

FACT 07 Plus d'un tiers de la production alimentaire mondiale est perdue ou gaspillée, pour un coût mondial d'environ 2 600 billions de dollars par an.

FACT 08 Les émissions mondiales de gaz dues aux pertes et au gaspillage alimentaire sont presque égales à celles provoquées par le transport routier.

Si le gaspillage alimentaire était un pays,

il serait le troisième émetteur mondial.

FACT 09 Les rendements agricoles pourraient déjà être en train de diminuer et des baisses de 10% à 25%, voire plus, pourraient devenir chose courante d'ici 2050.

FACT 10 **D'ici 2050,** les captures de la plupart **des espèces de poisson** devraient diminuer dans les pays tropicaux, où les moyens d'existence, la sécurité alimentaire et nutritionnelle reposent essentiellement sur le secteur de la pêche.

FACT 11 La déforestation et la dégradation des forêts sont responsables d'environ 10% à 11% des émissions mondiales de GES.

FACT 12 Le changement climatique pourrait propager les maladies d'origine alimentaire d'une région à une autre, ce qui constituerait une menace pour la santé publique.

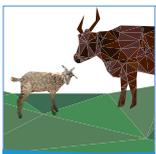


L'élevage

Le secteur de l'élevage produit près de 14,5 pour cent des émissions anthropiques de gaz à effet de serre, à l'origine du changement climatique. Les filières de viande bovine et de lait sont responsables de la majorité de ces émissions (respectivement 41 et 20 pour cent). La demande en produits animaux augmentera ces prochaines années au fur et à mesure que les revenus et les populations continuent de croître, soulignant la nécessité de réduire le niveau des émissions de gaz dans le secteur de l'élevage.

Réduire les émissions de GES provenant du bétail demande énormément de travail.

L'utilisation de fourrage de meilleure qualité est susceptible de réduire les émissions provenant de la fermentation entérique et du fumier. De meilleures pratiques en matière d'élevage et de santé animale permettent non seulement d'améliorer la productivité et de réduire les émissions issues de troupeaux «improductifs», mais aussi de contribuer à la sécurité alimentaire et de réduire la pauvreté tout en diminuant l'empreinte écologique. Les pratiques de gestion du fumier qui visent à récupérer et à recycler les nutriments peuvent également jouer un rôle important et se traduiront dans la plupart des cas par une augmentation de la productivité et des revenus.



Réduire les émissions de gaz à effet de serre grâce à une meilleure gestion du bétail.

La FAO

collabore avec les gouvernements et les principaux acteurs du secteur de l'élevage et participe au Programme d'action mondial pour un développement durable de l'élevage. En Chine, en Thaïlande et au Vietnam, par exemple, le Projet de gestion des déchets animaux en Asie de l'Est, piloté par la FAO, vise à réduire les impacts négatifs sur l'environnement et la santé de l'élevage intensif, sur les plans d'eau et les populations.

Le projet encourage l'échange, le transfert des technologies et de nouvelles approches. Il insiste également sur l'importance de sensibiliser les agriculteurs à l'environnement et le personnel du gouvernement à la gestion et aux politiques en matière de déchets. Par ailleurs, il met l'accent sur la collaboration entre le gouvernement, le secteur privé, les institutions financières, les universités, les instituts de recherche et les agriculteurs. Il s'agit également de soutenir l'introduction de nouvelles technologies et modèles pour les grandes et moyennes exploitations afin de réduire les émissions de GES et d'améliorer la durabilité sociale, économique et environnementale à long terme.

La FAO fournit également des évaluations détaillées et fiables concernant l'impact du changement climatique sur l'environnement. Cela inclut notamment ses répercussions sur la sécurité alimentaire et des conseils afin d'atténuer le phénomène et de réduire la pauvreté. Toutes ces informations sont cruciales pour le dialogue politique, les conseils stratégiques et le plaidoyer.



Lutter contre le changement climatique et promouvoir le développement durable

- Le changement climatique a déjà des répercussions sur la santé publique, la sécurité alimentaire et sur celle de l'eau. Si rien n'est fait pour lutter contre le changement climatique, cela risque de remettre en cause les acquis du développement obtenus ces dernières décennies et d'empêcher toute progression.
- Investir dans le développement durable permettra de lutter contre le changement climatique en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et en renforçant la résilience face au climat.
- De plus, agir contre le changement climatique servira de moteur au développement durable.
- Lutter contre le changement climatique et promouvoir le développement durable correspondent aux deux faces d'une même pièce. Le développement durable repose sur la lutte contre le changement climatique. De nombreuses pratiques agricoles durables prennent en compte les éléments moteurs du changement climatique.



Les pertes et le gaspillage alimentaire

Plus d'un tiers de la nourriture produite à travers le monde est perdue ou jetée, soit environ 1,3 milliard de tonnes d'aliments par an. Un montant qui suffirait à nourrir les 800 millions de personnes souffrant de la faim à travers le monde. Cela représente un important manque à gagner pour renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition. La production, la transformation et la distribution de nourriture perdue ou gaspillée constituent aussi une part importante des émissions de gaz à effet de serre. D'autres émissions de GES sont dues à la nourriture en décomposition dans les décharges qui émettent du méthane – un gaz à effet de serre environ 25 fois plus puissant que le dioxyde

de carbone.

Dans les pays en développement, la détérioration des aliments a souvent lieu avant même d'atteindre les marchés. Les investissements réalisés dans les machines de transformation et de stockage, en particulier les dépôts frigorifiques, et dans l'amélioration des réseaux de transport peuvent réduire les pertes et le gaspillage alimentaire de manière considérable. Dans les pays développés, le gaspillage alimentaire est souvent lié au fait de jeter des aliments jugés esthétiquement peu attrayants ou ayant dépassé la date d'expiration bien qu'étant propres à la consommation. Modifier les habitudes des consommateurs et encourager l'innovation technologique dans ce domaine pourraient avoir un impact non négligeable.



Gaspiller moins. Les émissions mondiales dues au gaspillage alimentaire sont presque égales à celles dues au transport routier.

La FAO

soutient 47 pays en matière de pertes et de gaspillage alimentaires. L'Organisation fournit un soutien technique à ces pays en les aidant à identifier les niveaux de pertes et en encourageant la coopération entre les organisations nationales et régionales et les partenaires publics et privés afin de réduire ces pertes.

Parmi ces collaborations figure l'Initiative mondiale des pertes et gaspillages alimentaires (SAVE FOOD), un partenariat avec le secteur privé, unique en son genre, qui rassemble plus de 600 entreprises et organisations qui travaillent à réduire les pertes et le gaspillage alimentaire. SAVE FOOD vise à promouvoir l'innovation, le dialogue interdisciplinaire et à stimuler le débat pour trouver des solutions tout au long de la chaîne de valeur «du champ à l'assiette».



Les ressources naturelles

Les modèles actuels de développement agricole surexploitent et dégradent les ressources naturelles mondiales. L'agriculture utilise environ 70 pour cent de l'eau mondiale mais quelque 33 pour cent des terres à des fins agricoles sont modérément ou sévèrement touchées par la dégradation des sols, ce qui compromet la productivité et la résilience des agriculteurs, ainsi que la santé à long terme des écosystèmes dont dépendent les populations rurales.

Il est essentiel de multiplier les pratiques agricoles durables pour relever ces défis.

Des méthodes durables de gestion des sols sont particulièrement pertinentes car elles améliorent la productivité, les revenus et la résilience tout en restaurant la santé des bassins versants et des terres. Des sols sains sont essentiels pour parvenir à une agriculture et à une sécurité alimentaire sur le long terme, et contribuent fortement à la séquestration du carbone.

Dans ce domaine,

la FAO joue un rôle de premier plan avec le Partenariat mondial sur les sols (GSP). Au Proche-Orient et Afrique du Nord, la FAO a travaillé avec des experts internationaux et régionaux en matière de sols pour analyser l'état de la dégradation et la gestion des sols. Des Partenariats régionaux sur les sols (PRS) ont été mis en place pour élaborer des plans d'action de gestion durable et pour surveiller les ressources en sols qui sont limitées. L'objectif est de renforcer la sécurité alimentaire et les fonctions écologiques des sols.

Ces partenariats reposent sur des principes essentiels mettant l'accent sur une meilleure gouvernance mondiale en ce qui concerne la protection des sols, sur une productivité durable, sur davantage d'investissements, de coopération technique, d'éducation et de sensibilisation, sur la recherche et le développement qui seront ciblés sur les sols, sur une meilleure qualité et disponibilité des données sur les sols, sur l'harmonisation des méthodes, et sur des mesures et indicateurs de gestion durable et de protection des ressources en sols.



Protéger les ressources naturelles pour les prochaines générations.



La pêche

Les océans et les terres humides sont essentiels à la sécurité alimentaire mondiale et pour réguler le climat mondial. Les océans stockent environ 50 fois plus de dioxyde de carbone que l'atmosphère et abritent quelque 80 pour cent de toute forme de vie sur cette planète. Les océans, les zones humides et les plans d'eau intérieurs font vivre environ 12 pour cent des habitants de la planète, dont une grande partie dispose de revenus modestes et est extrêmement vulnérable au changement climatique.

Malgré ces contributions, les ressources aquatiques mondiales sont soumises à un stress extrême dû à la surexploitation, à

la pollution et au changement climatique. La FAO estime que les captures des principales espèces de poissons dans les pays tropicaux pourraient baisser de 40 pour cent d'ici à 2050.



Rendre la pêche et l'aquaculture plus résilientes et efficaces pour nourrir l'avenir.

La FAO

contribue à améliorer les connaissances sur l'impact du changement climatique sur la pêche et sur les moyens d'existence des pêcheurs et soutient l'élaboration de politiques clés et de plans d'action. Elle évalue le niveau de vulnérabilité pour la pêche et l'aquaculture à l'échelle mondiale et régionale et a développé un Code de conduite pour une pêche responsable.

La FAO travaille aussi à identifier et à réduire la vulnérabilité des systèmes halieutiques et aquacoles en améliorant leur résilience et leur adaptabilité aux chocs, tels que le changement climatique, l'acidification des océans ou encore face aux catastrophes naturelles. Pour affronter le changement climatique et la variabilité du climat, la FAO a élaboré des Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté.



Les systèmes alimentaires

Le changement climatique compromet la production agricole, tandis que les pratiques agricoles existantes et les schémas de développement agricole représentent une menace pour les ressources naturelles dont l'agriculture dépend. Dans ce contexte, nous nous efforçons d'éradiquer la faim dont souffrent près de 800 millions de personnes dans le monde. Le statu quo n'est plus soutenable. Les modes de production, de distribution et de consommation doivent changer pour remédier à ces problèmes complexes. Il est nécessaire d'adopter des systèmes alimentaires durables.

Le consommateur a un rôle particulièrement important à jouer en achetant de la nourriture produite selon des critères durables. Cela signifie une meilleure gestion des ressources naturelles et de l'environnement ainsi que le respect des principales Normes internationales du travail. L'effet cumulé des décisions des consommateurs pourrait former des chaînes entières d'approvisionnement, et toute une gamme de systèmes et d'instruments d'étiquetage existe pour les y aider. Par exemple, de nombreux pays ont créé des guides sur les produits de la mer issus de sources durables pour orienter les choix des consommateurs.

En collaboration avec le PNUE, la FAO a mis en place en 2011 le Programme pour des systèmes alimentaires durables (SFSP) afin de promouvoir des partenariats avec les organismes internationaux, les gouvernements, l'industrie et la société civile et pour promouvoir ainsi la transition vers des systèmes alimentaires durables.

Le SFSP encourage des modes de consommation et de production durables à toutes les étapes de la filière, centrées sur les liens entre consommation et production. La FAO soutient également l'Initiative SAVE FOOD pour encourager les consommateurs à changer leur comportement vis-à-vis du gaspillage alimentaire.



Rendre les systèmes alimentaires durables pour la génération Faim Zéro.



PHOTOS

- ©FAO/Jim Holmes
- ©FAO/Giulio Napolitano
- ©FAO/Walter Astrada
- ©FAO/Jon Spaul
- ©FAO/Yasuyoshi Chiba
- ©FAO/Jonathan Bloom
- ©FAO/Daniel Hayduk
- ©FAO/Sergey Kozmin
- ©FAO/Walter Astrada
- ©FAO/Alessia Pierdomenico
- ©FAO/Vasily Maksimov



Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités. Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

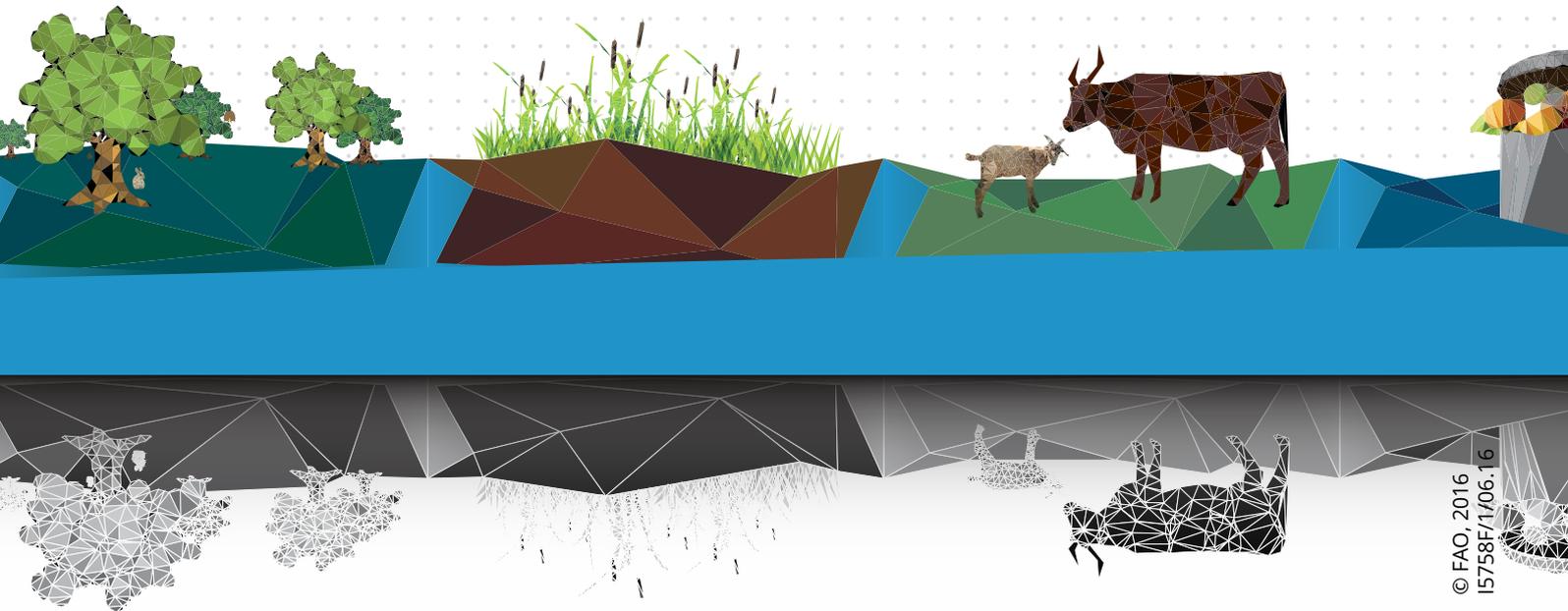


ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome, Italy

world-food-day@fao.org
www.fao.org/world-food-day

© FAO, 2016



© FAO, 2016
I5758F/1/06.16